

DÉVELOPPEMENT, ÉMIGRATION MASCULINE ET
TRAVAIL FÉMININ. LE CAS DES FEMMES
TOUCOULEUR DE LA RÉGION DU DAMGA
(moyenne vallée du Sénégal)

Michèle FIELOUX

L'objet de cet article est d'analyser la transformation du rôle des femmes dans l'organisation du travail, compte tenu des effets de l'émigration masculine dans un premier temps et des effets conjugués de cette émigration et du développement agricole, dans une région très fortement touchée par la sécheresse.

L'émigration, qui a pris son essor dans les années 20-25, a progressivement modifié la situation socio-économique des femmes. Dans un premier temps, cette émigration, principalement saisonnière et interne au Sénégal, n'a pas provoqué de répercussions importantes sur la division sexuelle du travail. En l'absence des hommes, les femmes ont continué à exercer leurs propres activités, qu'elles soient agricoles ou autres. Du fait de la structure sociale, comportant une forte hiérarchie entre une dizaine de castes, les femmes acquièrent, dès leur naissance, un statut particulier, auquel sont associés des savoir-faire, des modes de comportement, des activités professionnelles, et qui détermine en particulier leur marge d'autonomie individuelle. Seuls l'agriculture et l'élevage n'entrent pas dans le domaine des activités "castées". Les femmes pouvaient posséder leurs propres champs sur les hautes terres (*dieri*) non-inondées par les crues (soit qu'elles les aient défrichés, reçus en héritage, loués ou empruntés). Elles y cultivaient des produits différents de ceux que les hommes cultivaient, sans l'aide des femmes, sur leur propres champs : coton, riz, tabac, indigo, condiments pour les femmes ; céréales (mil-maïs) pour les hommes. En effet, la division sexuelle du travail agricole reposait sur une différenciation des terrains de cultures, des systèmes d'entraide, des pro-

ductions, des modes d'utilisation des revenus. Comme le dit une femme âgée : "elles habillaient les gens de la maison, apportaient, grâce au troc, certaines denrées alimentaires (poissons, arachide, lait...), tandis que les hommes remplissaient les greniers". En plus de leur travail agricole et domestique (soit 4 à 5 heures par jour dans une famille de 10 personnes), les femmes exerçaient les activités correspondant à leurs castes : potière, griot, coiffeuse, commerçante, domestique, exciseuse... Les sources de revenus féminins étaient donc tributaires de la hiérarchie sociale : une noble ne pouvait être coiffeuse, métier exercé par les femmes des groupes d'artisans. Par ailleurs, le temps requis par l'une ou l'autre de ces activités pesait sur le temps consacré au travail agricole : les potières, ou les femmes-griots, par exemple, n'avaient guère de temps pour cultiver.

Des facteurs externes, tels la disparition de certains circuits commerciaux (coton), et l'importation de produits manufacturés de consommation courante (tissus, ustensiles de cuisine, fil de coton ...) ont peu à peu changé à partir de 1940-50 le rôle économique des femmes. En tant qu'agricultrices, elles ont dû abandonner, faute de débouchés, la culture du coton, qui était leur principale source de revenus monétaires, et le produit de troc utilisé dans les échanges avec les tisseurs (x quenouilles de coton filé = x bandes de coton tissé), et avec les pêcheurs (coton filé contre poissons, huile de poisson, seul produit oléagineux utilisé alors). De même, les activités non agricoles ont cessé d'être des sources de revenus, exception faite pour les femmes-griots, encore sollicitées à l'occasion des baptêmes, des mariages, des retours de migrants..., et capables d'assurer leur indépendance économique.

La détérioration progressive du statut économique des femmes s'est aggravée avec la modification des conditions de la migration masculine, qui est devenue essentiellement une émigration de longue durée et lointaine (Afrique, puis France). Cette aggravation s'est manifestée par un déplacement de la main-d'oeuvre féminine sur le terroir villageois. Le flux migratoire des hommes vers l'étranger s'est accompagné d'un flux inverse des femmes vers les champs masculins, où elles vont devenir, pour une part grandissante de leur temps, des collaboratrices bénévoles, assurant, de fait, la survie des unités familiales, structurellement menacées par le manque de main-d'oeuvre masculine.

En 1979-80 (1), cette émigration prenant de plus en plus d'ampleur (42 à 47 % des actifs sont absents), les femmes vont se trouver confrontées à une situation particulière : c'est ainsi que 70 % des migrants mariés, dont certains à deux ou trois femmes, partent seuls, chargeant un parent (père ou frère) de les remplacer et d'intervenir dans les décisions à prendre au niveau du travail agricole, de l'entretien de la maison, de l'utilisation des revenus migratoires... En effet, le départ des femmes, le plus souvent contrôlé par les aînés de la famille, est perçu comme une diminution des revenus migratoires. On considère que le coût de leur voyage, et de leur entretien, se répercutera sur le montant des revenus destinés au village. En conséquence, la composition du groupe des actifs résidant au village est à prédominance féminine : 3 actifs sur 5 sont des femmes dans une unité de production (*foyré*). Les hommes de 20 à 40 ans n'y ont guère leur place. De leur propre initiative, ou sous la pression du groupe familial, ils sont amenés à rechercher en dehors du village des sources de revenus monétaires, dont la partie transférée au village représente environ 35 à 40 % des revenus annuels d'une famille. Ces revenus ont divers usages : réfection de la Mosquée, construction d'une maison moderne, mais aussi, et surtout, achat de produits alimentaires, produits importés (huile, sucre...), et denrées locales (riz, mil...) produites en quantités insuffisantes pour assurer l'auto-suffisance alimentaire d'une famille. C'est ainsi que 76,5 % des dépenses sont consacrées à l'achat de produits de subsistance. Les différences observées au niveau de la consommation alimentaire dans les unités de production sont, d'ailleurs, étroitement liées au montant de leurs revenus migratoires. Dans une famille ayant des revenus mensuels de 14 à 15.000 F.CFA, et n'obtenant pas de revenus de la migration, un homme, ou une femme, consomme, en moyenne, trois fois moins d'huile d'arachide, douze fois moins de pain, quinze fois moins de sucre, cinq fois moins de poissons séchés ou frais, que dans une famille bénéficiant, grâce à l'un des leurs en migration, de revenus mensuels de l'ordre de 60.000 F.CFA.

Le rôle économique des femmes devient de plus en plus tributaire des relations que celles-ci entretiennent avec les migrants de leur fa-

(1) L'année de cette enquête socio-économique menée dans le village de Bow, et dont nous présentons, ici, certains des résultats.

mille. Sont-elles des épouses ou des parentes ? Bénéficient-elles ou non d'une aide matérielle ? De quel ordre ? De fait, en fonction de leur âge, les femmes se situent soit dans le groupe des épouses de migrant, soit dans celui de leurs parentes. Cette distinction en recouvre une autre : les premières ont toujours été confrontées aux effets de la transformation sociale et économique, tandis que leurs aînées ont connu une relative indépendance économique et un univers villageois et familial plus marqué qu'il ne l'est par la complémentarité des sexes. Les activités économiques de ces deux groupes de femmes sont d'ailleurs différentes. Elles partagent, cependant, deux types d'activités : le travail domestique d'une part et d'autre part, le travail agricole sur les nouveaux champs masculins que sont les périmètres irrigués. A ces deux niveaux - "reproduction sociale" et "place des femmes dans le développement" - il existe une certaine homogénéisation du statut féminin. En dehors de ces activités, les femmes ont des conditions de vie et de travail assez différenciées qui tiennent à leur origine sociale et à l'émigration, introduisant une autre dimension dans la stratification sociale. C'est ainsi qu'on relève deux grandes tendances dans leur rôle économique : les femmes, dont les revenus dépendent exclusivement de leur travail, multiplient leurs activités, aussi faiblement rémunérées soient-elles, quittes à effectuer les travaux qui sont impropres à leurs castes : des nobles, par exemple, se louent comme manoeuvres sur les chantiers de construction des maisons modernes appartenant aux migrants. C'est également dans ce groupe d'aînées que l'on rencontre des cultivatrices de champs féminins, des commerçantes de produits de cueillette, de plats cuisinés, de produits alimentaires importés (sucre, thé...). Par contre, le niveau d'activités économiques des "épouses de migrants" est plus restreint. Elles effectuent, le plus souvent, le strict nécessaire, espérant toujours plus que ce qu'elles recevront de leur mari, installées dans une situation de dépendance économique, conçue comme une compensation morale devant la vie souvent pénible qu'elles mènent auprès de leurs beaux-parents. Il est assez fréquent que des femmes de 24-25 ans, mariées depuis une dizaine d'années, n'aient vécu que 6 à 12 mois de réelle vie conjugale ! D'ailleurs, l'émigration masculine est presque vue comme une sorte de fatalité, à laquelle elles peuvent à nouveau être confrontées, si elles demandent le divorce - comme cela arrive de plus en plus souvent - pour absence de soutien matériel, de nouvelles ou de visites de leur conjoint. Face à cette situation,

les femmes seules (divorcées, veuves, répudiées) de plus de 25-30 ans hésitent maintenant à se remarier, sachant qu'elles risquent de retrouver ce même statut équivoque "d'épouses de migrants". Il se constitue donc un nouveau groupe de villageoises : les célibataires chefs de famille. Les filles en âge de se marier (13-15 ans) commencent également à remettre en question les règles du mariage, allant jusqu'à refuser des prétendants, retardant ainsi le moment où elles se retrouveront seules chez leurs beaux-parents...

En une soixantaine d'années, soit trois générations de femmes actives, la transformation du rôle des femmes s'est traduite par une dévalorisation de leur statut, ce qu'exprime la réflexion d'une femme âgée voyant entrer dans sa cour une jeune épouse de migrant, joliment vêtue et parée de bijoux : "c'est triste de voir cela ! Elle semble tout avoir, mais elle n'a rien. Son mari a le droit de tout lui reprendre... De mon temps, les femmes s'achetaient ce dont elles avaient besoin. Tout ce qu'elles avaient était à elles. D'ailleurs, les femmes étaient mieux "considérées" que maintenant, même si les hommes les commandaient tout autant...". En effet, les femmes, grâce à leur travail, pouvaient acquérir des biens de femmes - vêtements, bijoux, petit bétail ... - dont elles dotaient leurs filles avant leur mariage ; car, "la seconde vaudra la première", dit le proverbe toucouleur, considérant que les qualités propres d'une femme (travailleuse, économe, éducatrice...) s'expriment par ce processus d'accumulation et de transmission des biens féminins : "au Fouta, une fille en haillons, et sans boucles d'oreilles, montre qui était sa mère". Actuellement, l'appauvrissement des femmes est tel qu'elles deviennent de plus en plus dépendantes des sources de revenus masculins. A leur mari en migration de les bien vêtir...

La situation des femmes en était à peu près à ce point quand les responsables du projet d'aménagement de la Moyenne Vallée du Sénégal sont intervenus pour la construction des premiers périmètres irrigués dans les villages situés le long du fleuve Sénégal, au sud de Matam.

Depuis 1974, l'activité économique dans ces villages est en effet en pleine transformation. En réponse aux conséquences de la sécheresse qui sévit dans cette région depuis 1972, les paysans ont aménagé, en travaux manuels, des petits périmètres irrigués de 16 à 20 ha. Ils sont cultivés en riz pendant l'hivernage, et en divers autres produits

(maïs-nièbe, notamment) en contre-saison. En 1978/79, il n'existait dans les villages de l'enquête qu'un seul périmètre mis en culture, la construction du second étant en voie d'achèvement. La production agricole, en culture irriguée, a fourni l'essentiel des produits de subsistance : déduction faite du coût des intrants (gas-oil, engrais, pompiste, prestations diverses) représentant environ 30 % de la production, les récoltes en riz et autres céréales sur le premier périmètre ont permis 4 à 6 mois d'auto-suffisance alimentaire. Les cultures irriguées ne peuvent devenir, pour une part, des cultures de rente, qu'après la mise en exploitation du troisième périmètre. Par ailleurs, en raison des très mauvaises conditions climatiques, faible hauteur de la crue, répartition défavorable des pluies pendant l'hivernage, les récoltes sur les champs traditionnels du *oualo* (terre cultivée sur décrue) et du *dieri* (terre haute, non atteinte par la crue, cultivée en culture pluviale) ont été quasiment inexistantes. De fait, les paysans, cette année là, ont surtout vécu de ce qu'ils ont produit sur les périmètres, de ce qu'ils ont reçu de l'aide alimentaire internationale, et de ce qu'ils ont pu acheter, grâce aux revenus migratoires...

Après l'aménagement du premier périmètre, les responsables de l'opération de développement, soutenus par les villageois, ont décidé que les parcelles du périmètre seraient attribuées aux chefs de famille, étant entendu que seuls les hommes le sont. C'est ainsi que les femmes ont été privées du droit d'accès à la terre, tandis que l'égalité entre les hommes était considérée comme l'un des principes fondamentaux de cette opération de développement : les descendants d'esclaves, comme les nobles, ont acquis leur parcelle par tirage au sort.

Le deuxième niveau d'inégalité dans la répartition des moyens de production entre hommes et femmes porte sur la formation et la maîtrise des nouvelles techniques agricoles. C'est ainsi que les hommes effectuent la totalité des nouvelles opérations culturales (entretien et semis de la pépinière, irrigation, épandage d'engrais, construction et réfection des canaux et des diguettes...), tandis que les femmes interviennent dans tous les travaux à haute intensité de main-d'oeuvre, relevant d'un savoir-faire traditionnel (désherbage, repiquage, récolte, battage-vannage, transport...).

En conséquence du temps de travail requis par ces différentes opérations culturales, un homme travaille trois fois plus qu'une femme sur le périmètre. Il consacre d'ailleurs 67,5 % de son temps de travail

agricole à la culture irriguée, alors qu'une femme se consacre davantage à la culture traditionnelle (57,5 %).

Contrairement à ce qui avait été envisagé par les responsables de cette opération de développement, les femmes n'ont pas remplacé les migrants sur les périmètres. Les hommes du village, en très grande majorité âgés de plus de 50 ans, ont résolu le problème posé par le manque de main-d'oeuvre masculine de plusieurs manières : structuration des réseaux d'entraide interlignager, utilisation de la force de travail des garçons de 10-15 ans, emploi de salariés agricoles, allègement de leur temps de travail sur les champs traditionnels... En effet, les hommes désireux de garder le contrôle de l'accès à la terre et à la modernisation des techniques agricoles, se sont consacrés à l'exploitation plus rentable, à long terme, des périmètres, laissant aux femmes la possibilité de mettre en culture une partie des champs masculins traditionnels, dont les terres (*falo*, pluriel *palé*) situées sur les berges du fleuve, auxquelles elles avaient très peu accès auparavant.

C'est ainsi que la nouvelle division sexuelle du travail, dans ce contexte "émigration/opération de développement", correspond à un mouvement circulaire : les femmes délaissent, en grande partie, leurs propres champs pour travailler sur ceux des hommes, tandis que ceux-ci délaissent, peu à peu, leurs propres champs pour travailler sur les nouveaux champs masculins : les périmètres.

La place des femmes dans ce qu'il est convenu d'appeler le développement représente une régression par rapport à celle qui était traditionnellement la leur dans l'univers villageois. Plus exploitées qu'elles ne l'ont probablement jamais été, elles sont devenues moins autonomes économiquement. Cependant, il est important d'aller au-delà de ce premier bilan négatif, en cherchant à comprendre les réponses des femmes. Il est remarquable, par exemple, que deux à trois ans après la mise en culture du premier périmètre, les femmes, au lieu de s'opposer directement au pouvoir en place, en revendiquant le droit à la terre, à la formation agricole, à la gestion du périmètre, se soient individuellement efforcées de s'adapter à la modernisation des techniques agricoles. Dans le but d'améliorer leur productivité, elles ont utilisé, sur leurs propres champs ou sur une partie des champs masculins, des techniques proches de celles qui étaient employées sur le périmètre. Dans le village de N'Gano, des femmes ont semé la variété du riz irrigué

sur les champs qu'elles avaient l'habitude de cultiver en riz pluvial. D'autres ont défriché des mini-parcelles à proximité des périmètres pour avoir facilement accès à l'eau des canaux d'irrigation. La plupart ont "essayé" l'engrais ou les pesticides...

Les initiatives des femmes dans une opération de développement agricole qui les nie en tant que partenaires, qui sous-estiment leur rôle de productrices, devraient être l'un des thèmes de réflexion prioritaires de ceux qui pensent, de l'extérieur, la transformation d'une société...

Les données ici présentées peuvent paraître anciennes. En 1984, trois périmètres sont mis en culture à Bow. Que s'est-il passé pendant 4 ans ? La multiplication des périmètres a-t-elle créé des problèmes nouveaux ? D'autres initiatives féminines ? On pourrait, en effet, se poser la question de la méthode d'enquête et d'analyse des opérations de développement. N'est-il pas important d'effectuer des enquêtes à passages répétés, permettant d'échapper à une vision momentanée, et parfois réductrice de la réalité ? Est-ce concrètement réalisable ? Dans quel ordre ? Par qui ? Pour qui ?

Tableau 1 : Niveau des dépenses et des revenus en francs CFA par unité de production (foyre), par personne et par mois (octobre 77 à octobre 78, Bow). Niveau des dépenses alimentaires par personne et par mois.

FOYRE (U.P.)	Revenus/ mois/foyre	Dépenses/ mois/foyre	Dépenses/ mois/ personne	Huile	Pain	Sucre	V viande volaille	Thé café	Poissons secs et frais
A : Griot	57.375	49.420	3.300	420	560	400	140	65	400
B : Pêcheur	57.285	41.860	3.220	350	330	315	110	50	400
C : Conseiller	14.900	17.050	2.440	370	440	420	5	30	300
D : Pêcheur	17.560	13.870	930	130	70	75	15	10	150
E : Pêcheur	7.770	8.240	920	150	70	90	15	10	180
F : Captif	15.900	6.520	600	130	50	55			90

Tableau 2 : Niveaux et structures de consommation en Francs CFA par personne et par an (octobre 77 à octobre 78). Bow.

P O S T E S	Francs CFA	%
Alimentation	15.960	63,5
Habillement, bijoux	2.210	8,8
Entretien, hygiène	200	0,8
Loisirs, transport	1.460	5,8
Marabout, griot	340	1,3
Commerce	1.500	6
Exploitation, équipement	2.280	9
Remboursement dette crédit	140	0,5
Cadeaux produits importés et locaux	365	1,5
Cadeaux argent	615	2,5
Divers	70	0,3
TOTAL	25.140	100 %

Tableau 3 : Dépenses alimentaires par personne et par mois
(1977-78). Bow.

P O S T E S	Francs CFA	%
Riz	40	3
Autres céréales	25	1,9
Poissons (secs et frais)	230	17,3
Huile d'arachide	245	18,5
Lait	40	3
Viande, volaille	50	3,8
Pain	215	16,2
Sucre	205	15,4
Café	30	2,2
Thé	10	0,7
Arachide	80	6
Tomates	45	3,4
Autres légumes	25	1,9
Plats cuisinés	10	0,7
Sel et divers (cola + cigarettes)	80	6
TOTAL	1.330	100 %

Tableau 4 : en journées de travail par hectare, en hivernage, sur le premier périmètre (1978) : la riziculture

	: M.O. de l'exploitation :				: Total :	: M.O. :		: Total :	: en- :	: % :
	: M :	: F :	: G. :	: Fi :		: exploi- :	: l'exploitat. :			
Pépinière (préparation et semis)	: 19,5 :	: - :	: 0,5 :	: 0,5 :	: 20,5 :	: 0,5 :	: - :	: 0,5 :	: 21 :	: 5,5 :
Préparation de la parcelle	: 35 :	: 0,5 :	: 6,5 :	: 0,5 :	: 42,5 :	: 5 :	: - :	: 5 :	: 47,5 :	: 10,5 :
Repiquage	: 22 :	: 18 :	: 4 :	: 3 :	: 47 :	: 31 :	: 43 :	: 74 :	: 121 :	: 27 :
Irrigation et épandage d'engrais	: 13 :	: 0,5 :	: 1 :	: - :	: 14,5 :	: - :	: - :	: - :	: 14,5 :	: 3,5 :
Désherbage-sarclage	: 18 :	: 16 :	: 3,5 :	: 1,5 :	: 39 :	: 0,5 :	: - :	: 0,5 :	: 39,5 :	: 8,5 :
Surveillance	: 0,5 :	: 2 :	: 6 :	: - :	: 8,5 :	: - :	: - :	: - :	: 8,5 :	: 2 :
Récolte	: 26 :	: 3,5 :	: 4 :	: 0,5 :	: 34 :	: 5,5 :	: 1,5 :	: 7 :	: 41 :	: 9 :
Transport riz de la parcelle à l'aire de battage	: 2,5 :	: 33 :	: 2,5 :	: 5 :	: 43 :	: - :	: 7 :	: 7 :	: 50 :	: 11 :
Battage - vannage	: 24 :	: 49 :	: 3,5 :	: 7,5 :	: 84 :	: 2,5 :	: 20,5 :	: 23 :	: 107 :	: 24 :
Total	: 160,5 :	: 122,5 :	: 31,5 :	: 18,5 :	: 333 :	: 45 :	: 72 :	: 117 :	: 450 :	: 100 :

Tableau 5 : En journées de travail par hectare en contre saison sur le premier périmètre de Bow (novembre 77 à avril 78) : culture du maïs-niébé

	: M.O. de l'exploitation :				: M.O. étrangère :				
	: M :	: F :	: G :	: F :	: Total :	: M :	: F :	: Total :	: Total :
	:	:	:	:	:	:	:	:	: ensemble :
Préparation terrain	:56	: 1	: 8	: -	: 65	: 6	: -	: 6	: 71
Irrigation/engrais	:18	: 0.5	: 1	: -	: 19.5	: 0.5	: -	: 0.5	: 20
Semis	:10	:21	: 2	: 2	: 35	: -	: -	: -	: 35
Désherbage/sarclage	:16.5	: 1.5	: 2	: -	: 20	: -	: -	: -	: 20
Surveillance	: 6.5	: 3	: -	: -	: 9.5	: -	: -	: -	: 9.5
Récolte et transport	: 9	:13	: 1.5	: 4.5	: 28	: 0.5	: 1.5	: 2	: 30
Total	:116	:40	:14.5	: 6.5	:177	: 7	: 1.5	: 8.5	: 185.5

Tableau 6 : En journées de travail par hectare sur les champs masculins
des berges du fleuve Pale (sing falo) - 1978-79

	: M.O. de l'exploitation :					: M.O. étrangère :			
	: M	: F	: G	: F	: Total	: M	: F	: Total	: Total ensemble
Préparation du terrain	: 100	: 13	: -	: 2	: 115	: -	: -	: -	: 115
Semis	: 20	: 39	: -	: 3	: 62	: -	: 2	: 2	: 64
Désherbage - sarclage	: 22	: 2	: -	: -	: 24	: 10	: -	: 10	: 34
Surveillance	: -	: 1	: -	: -	: 1	: -	: -	: -	: 1
Récolte	: 4	: 66	: -	: 1	: 71	: 2.5	: 1.5	: 4	: 75
Total	: 1465	: 121	: -	: 6	: 273.5	: 12.5	: 3.5	: 16	: 289

Tableau 7 : En journées de travail par hectare sur les champs
féminins du diéri (1978/79)

	: M.O. de l'exploitation :					: M.O. étrangère :			: Total :
	: M :	: F :	: G :	: F :	: Total :	: M :	: F :	: Total :	
	: ensemble :								
Préparation du terrain	: 10 :	: 22 :	: - :	: 3 :	: 35 :	: - :	: - :	: - :	: 35 :
Semis	: 3 :	: 22 :	: - :	: 1 :	: 26 :	: - :	: - :	: - :	: 26 :
Désherbage - sarclage	: - :	: 12 :	: - :	: - :	: 12 :	: - :	: - :	: - :	: 12 :
Surveillance	: - :	: 5 :	: - :	: - :	: 5 :	: - :	: - :	: - :	: 5 :
Récolte - Transport	: - :	: 60 :	: - :	: 9 :	: 69 :	: - :	: 1 :	: 1 :	: 70 :
Total	: 13 :	: 121 :	: - :	: 13 :	: 147 :	: - :	: 1 :	: 1 :	: 148 :

Tableau 8 : Le budget-temps d'une agricultrice à deux périodes du calendrier cultural : la saison creuse (juin) et la saison de plein emploi (octobre).

Relevés effectués à partir de 8 h du matin

	1ère période (7 au 14 juin 1978)		2ème période (11 au 18 octobre 1978)	
	Temps	%	Temps	%
Elevage	50'	7	60'	8.5
Agriculture	20'	3	2 h 20'	19.5
Artisanat (carder)	10'	1.5	-	-
Commerce	20'	3	5'	0.5
Cueillette	5'	0.5	10'	1.5
Ramassage du bois	5'	0.5	15'	2
Marché	40'	5.5	20'	3
Cuisine	2 h 10'	18	2 h 20'	19.5
Fleuve (puiser, laver)	60'	8.5	1 h 10'	10
Manger	50'	7	45'	6
Loisirs (repos, causer)	3 h 20'	28	1 h 50'	15.5
Prier	40'	5.5	45'	6
Manoeuvre	30'	4	-	-
Entretien maison et soins aux enfants	45'	6	55'	7.5
Entraide femme	15'	2	5'	0.5
Total	12 h	100.0	12 h	100.0

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS, A. (1977). *Le Long Voyage des Gens du Fleuve*. Maspéro, Paris.
- BOUTILLIER, J.L. (1962). *La Moyenne Vallée du Sénégal*. PUF, Paris.
- DIA, O., COLIN NOGUES, R. (1982). *Yâkâré : l'Autobiographie d'Oumar*. Maspéro, Paris.
- FIELOUX, M. Résultats d'une enquête socio-économique dans la région du Damga (Sénégal). Rapport présenté au Colloque de l'Université de Purdue (Indiana, USA) sur l'agriculture au Sahel.
- N'DONGO, S. (1975). *Voyage Forcé. Itinéraire d'un Militant*. Maspéro, Paris.
- O.M.V.S., Haut Commissariat (1980). Direction de la Planification et de la Coopération. Etude socio-économique du bassin du fleuve Sénégal. Dakar.
- WANE, Y. (1969). *Les Toucouleur du Fouta Tooro (Sénégal). Stratification sociale et structure familiale*. I.F.A.N., Dakar.

RÉSUMÉ

L'auteur présente les résultats d'une enquête socio-économique menée pendant 18 mois (1979-80) dans le village de Bow (région du Damga) qui ont permis d'analyser la transformation du rôle des femmes et de leur situation socio-économique dans l'organisation du travail, compte tenu des effets de l'émigration masculine et des effets de cette émigration et du développement agricole, dans une région très fortement touchée depuis 1972 par la sécheresse. Leur 'place dans le développement' a accentué la détérioration de leur statut : les femmes dont le rôle de productrices a été très sous-estimé ont été privées du droit d'accès aux principaux moyens de production. Les résultats des enquêtes sur les temps de travaux agricoles et sur les budgets familiaux sont également présentés.

ABSTRACT

The author introduces results of a social and economic investigation carried out over 18 months in 1979-80 in the village of Bow (Damga region) ; on this basis she analyzes the change in women's roles and in their social and economic situation within the division of labour, taking into account the effects of male emigration and of agricultural development, in an area very severely hit by drought since 1972. The "place of women in development" has led to a deteriorated status for them : their productive role has been considerably underestimated and they have been deprived of all rights of access to the major means of production. In addition, results of surveys of the time spent doing agricultural-work, and on family budgets are presented.